

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2025

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Montréal-Est pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signataire

Colleen McCullough CPA, OMA

Date

1.1 15 avril 2026

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	31
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	33
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	34
Charges par objets	35
Excédent (déficit) accumulé	36
Avantages sociaux futurs	40

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	47
Analyse des charges	59

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Ville de Montréal-Est

Opinion avec réserves

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Montréal-Est (« la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2025 et les états des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, à l'exception des incidences possibles de la situation décrite dans la section « Fondement de l'opinion avec réserves » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (« NCSP »).

Fondement de l'opinion avec réserves

Au cours de l'exercice, la Ville a comptabilisé certains ajustements relatifs au chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » et au chapitre 3260 « Passifs au titre des sites contaminés ». Ces ajustements se rapportaient à des exercices antérieurs et auraient dû être reflétés dans les états financiers des exercices précédents au lieu d'être comptabilisés dans l'exercice courant. Si la Ville avait comptabilisé les ajustements conformément aux NCSP, les soldes des immobilisations corporelles nettes aurait été supérieur de 497 720 \$, des propriétés destinées à la revente aurait été inférieur de 9 833 180 \$, du passif au titre des obligations liées à la mise hors services d'immobilisations aurait été inférieur de 430 248 \$ et du passif au titre des sites contaminés aurait été inférieur de 8 905 212 \$ au 31 décembre 2024. Toutefois, le solde au bilan au 31 décembre 2025 reflète adéquatement la situation financière de la Ville.

Nous avons également exprimé une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2024 en raison de la limitation de l'étendue des travaux en lien avec ces deux passifs.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserves.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Montréal-Est inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

¹ CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A128132

Brossard, Québec, 15 avril 2026

[Original signé par]

Deloitte S.E.N.C.R.L. / s.r.l.

Brossard, le 15 avril 2026

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	55 120 750	56 856 477	48 117 544
Compensations tenant lieu de taxes	2	81 580	200 123	114 744
Quotes-parts	3			
Transferts	4	340 000	1 964 741	484 711
Services rendus	5	4 100	60 913	44 299
Imposition de droits	6	5 968 190	5 147 278	7 460 859
Amendes et pénalités	7	315 000	486 556	377 318
Revenus de placements de portefeuille	8		75 774	
Autres revenus d'intérêts	9	460 000	1 151 185	1 495 070
Autres revenus	10	483 380	2 554 571	3 693 641
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	62 773 000	68 497 618	61 788 186
Charges				
Administration générale	14	29 012 949	28 184 809	27 547 459
Sécurité publique	15	363 350	354 828	312 199
Transport	16	11 404 876	14 178 046	11 342 614
Hygiène du milieu	17	4 224 838	4 309 344	4 938 877
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 847 017	1 535 833	1 288 194
Loisirs et culture	20	4 621 393	5 535 630	4 605 493
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 720 171	1 133 961	1 247 663
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	53 194 594	55 232 451	51 282 499
Excédent (déficit) lié aux activités	25	9 578 406	13 265 167	10 505 687
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		105 466 784	94 961 097
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		105 466 784	94 961 097
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		118 731 951	105 466 784

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	32 719 318	27 713 367
Débiteurs (note 5)	2	9 557 161	6 501 493
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	20 271 668	15 000 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	181 400	246 800
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	62 729 547	49 461 660
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	15 770 017	10 464 672
Revenus reportés (note 11)	12	20 987 439	22 338 155
Dette à long terme (note 12)	13	24 214 683	25 364 317
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	325 600	323 800
Autres passifs (note 14)	15	14 029 412	25 015 877
	16	75 327 151	83 506 821
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(12 597 604)	(34 045 161)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	105 339 928	103 827 868
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	25 177 895	35 011 075
Stocks de fournitures	20	597 467	571 227
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	214 265	101 775
	23	131 329 555	139 511 945
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	118 731 951	105 466 784
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	118 731 951	105 466 784
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	118 731 951	105 466 784
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	9 578 406	13 265 167	10 505 687
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	) (	7 821 041) (	18 098 090)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		5 092 483	4 358 626
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6		1 216 498	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(1 512 060)	(13 739 464)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		9 833 180	(20 000 000)
Variation des stocks de fournitures	10		(26 240)	(47 658)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(112 490)	(9 640)
	13		9 694 450	(20 057 298)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			1 876 697
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	9 578 406	21 447 557	(21 414 378)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(34 045 161)	(12 630 783)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(34 045 161)	(12 630 783)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(12 597 604)	(34 045 161)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	13 265 167	10 505 687
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	5 092 483	4 358 626
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Charge de désactualisation	4.1	51 212	72 719
	5	18 408 862	14 937 032
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(3 055 668)	(1 078 289)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	5 906 317	3 093 920
Revenus reportés	9	(1 350 716)	12 469 753
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	67 200	46 700
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(26 240)	(47 658)
Autres actifs non financiers	13	(112 490)	(9 640)
	14	19 837 265	29 411 818
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(8 410 012)	(16 899 647)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(8 410 012)	(16 899 647)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	(20 271 668)	(15 000 000)
Cession	23	15 000 000	
	24	(5 271 668)	(15 000 000)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25		15 000 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(1 160 000)	(2 100 000)
Variation nette des emprunts temporaires	27		(15 000 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	10 366	(155 262)
Autres			
▪	29.1		
	30	(1 149 634)	(2 255 262)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	5 005 951	(4 743 091)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	32	27 713 367	32 456 458
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	27 713 367	32 456 458
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	32 719 318	27 713 367

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Montréal-Est (la "Ville") est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003 chapitre 14) de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret #1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'Agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'Agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O.

a) Périmètre comptable

S/O.

b) Partenariats

S/O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent les revenus de taxation révisés non facturés, les droits de mutation non facturés, la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation, des réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs, les provisions pour décontamination et les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La Ville présente dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille, qui sont constitués de certificat de dépôt garantis, sont comptabilisés au coût. Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants.

Revenus reportés

Les revenus reportés correspondent à des sommes encaissées pour lesquelles les charges ou les dépenses en immobilisations n'ont pas été effectuées et que les stipulations ne sont pas rencontrées.

Le revenu reporté - Parcs et terrains de jeux est constitué de sommes d'argent reçues en vue d'acquérir ou d'aménager des terrains à ces fins suite à une exemption accordée à un promoteur d'un développement domiciliaire de son obligation de céder gratuitement des terrains à la Ville à des fins de parcs, de terrains de jeux ou d'espaces naturels.

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Passif au titre des sites contaminés

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, pour lesquels il existe un norme environnementale et que la contamination dépasse cette norme, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et elles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, équipement et outillage	5 à 20 ans

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible de coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

Stocks

Les stocks de fournitures sont comptabilisées au prix coûtant, établi selon la méthode du premier entré, premier sortie. Les stocks désuets sont radiés des livres.

F) Revenus

Constataion des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction des nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et lorsqu'elles relèvent d'un événement passé qui est à l'origine d'un actif, c'est-à-dire que la créance est exécutoire.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé, l'assurance vie offertes aux retraités et l'allocation de retraite,.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, pour le régime capitalisé, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à pourvoir pour fins de taxation.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

Mesures d'allégement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :

- Frais d'assainissement des sites contaminés, SP3260 : Amortissement sur une période de 10 ans.
- Obligations liées à la mise hors service des immobilisations, SP3280 : Amortissement sur une période de 10 ans à 50 ans.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

J) Autres éléments

Fonds réservés

En vertu des règlements de la Ville et des lois gouvernant le secteur municipal, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

- **Fonds de roulement** : Ce fond est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

3. Modification de méthodes comptables

S/O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	32 719 318	27 713 367
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
▪			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	32 719 318	27 713 367
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ())
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	32 719 318	27 713 367
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	14 385 061	15 648 173
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières relatives aux fonds de parcs et terrains de jeux, aux fonds de carrières et sablières, aux fonds de compensation - stationnement, aux fonds de roulements et autres réserves financières et revenus reportés.

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	3 159 686	2 907 189
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	2 547 084	2 202 607
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	827 514	345 222
Organismes municipaux	13	246 614	94 878
Autres			
▪ Droits de mutation, intérêts courus et autres comptes à recevoir	14.1	2 776 263	951 597
	15	9 557 161	6 501 493
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	51 504	23 392
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	1 997 990	1 495 937
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25		
Ministère de la Culture et des Communications	26	56 801	94 667
Autres ministères/organismes	27	492 293	612 003
	28	2 547 084	2 202 607

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note**6. Prêts**

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪	31.1		
	32		
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34		
Autres placements	35	20 271 668	15 000 000
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37		
	38	20 271 668	15 000 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39	15 371 668	15 000 000
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note

Un certificat de placement garantie de 5 192 382 \$ a été émis à un taux de 2.90 % échéant le 10 octobre 2026. Un deuxième certificat de placement garantie de 10 179 286 \$ a été émis à un taux de 3.10 % échéant le 11 avril 2026. Un troisième certificat de placement garantie de 4 900 000 \$ a été émis à un taux de 3.55 % échéant le 25 juillet 2030.

Les sommes affectées comprises dans le placement de portefeuille sont associées à une subvention de la ville de Montréal et du Ministère de l'Économie, de l'innovation et de l'Énergie pour la décontamination de sols.

8. Autres actifs financiers

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41		
Autres			
▪	42.1		
	43		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 4 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel de 4.45 % (5.45 % en 2024) laquelle n'est pas utilisée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

10. Crédoeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	1 777 645	2 926 678
Salaires et avantages sociaux	45	2 111 843	1 903 244
Dépôts et retenues de garantie	46	848 674	667 651
Provision pour contestations d'évaluation	47	3 042 615	3 314 527
Autres			
▪ Intérêts courus DALT	48.1	224 873	224 303
▪ Gouvernement / ses entreprises	48.2	683 713	1 179 896
▪ Autres provisions	48.3	83 693	248 373
▪ Ville de Montréal	48.4	6 996 961	
	49	15 770 017	10 464 672

Note

Les crédoeurs et charges à payer comprennent 509 128 \$ relatifs aux immobilisations (1 098 099 \$ en 2024)

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪	55.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56	1 549 725	2 328 004
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	4 243 394	3 401 334
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61	127 500	
Autres			
▪ Soutien - Ville de Montréal	62.1	10 166 820	16 608 817
▪ Occupation du domaine public	62.2	4 900 000	
	63	20 987 439	22 338 155

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	5,00	2026	2030	64	24 440 000	25 600 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	24 440 000	25 600 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(225 317)	(235 683)
					72	24 214 683	25 364 317

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2026	73		3 514 000			3 514 000
2027	74		3 599 000			3 599 000
2028	75		771 000			771 000
2029	76		13 220 000			13 220 000
2030	77		3 336 000			3 336 000
2031 et plus	78					
	79		24 440 000			24 440 000
Intérêts et frais accessoires	80					
	81		24 440 000			24 440 000

Note

Les versements estimatifs des obligations et billets incluent des montants de refinancement de l'ordre de 2 357 000 \$, de 2 725 000 \$, de 12 415 000 \$ et de 3 087 000 \$ pour les années 2026, 2027, 2029 et 2030 respectivement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

13. Avantages sociaux futurs

	2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82 181 400	246 800
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83 (325 600)	(323 800)
	84 (144 200)	(77 000)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85 936 100	786 500
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86 8 200	8 000
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89 77 214	77 419
	90 1 021 514	871 919

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91 11 417 591	21 973 808
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92 2 611 821	3 042 069
Autres	93.1	
	94 14 029 412	25 015 877
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95 3 042 069	4 785 438
Passifs engagés	96	60 609
Passifs réglés	97 ()	()
Charge de désactualisation ¹	98 51 212	72 719
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99 (481 460)	(1 876 697)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100 2 611 821	3 042 069

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Les passifs pour l'assainissement des sites contaminés de l'organisme municipal concernent principalement la décontamination de la réserve foncière. Des subventions de la Ville de Montréal et du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, qui permettront de financer les coûts liés à la décontamination pour un montant maximal de 20 000 000 \$, sont rattachées à ce passif environnemental.

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de l'organisme municipal concernent principalement le garage municipal et le Centre Récréatif Édouard Rivet

HYPOTHÈSES UTILISÉES:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

- Taux actualisation : 2 %
- Période d'actualisation : 5 à 10 ans
- Taux d'inflation : 2 %

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de la mise hors services au 31 décembre 2025, inclus dans l'évaluation du passif, s'élèvent à 3 061 613 \$ (4 620 356 \$ au 31 décembre 2024).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	2 242 293	558 245		2 800 538
Eaux usées	102	21 514 209			21 514 209
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	69 943 491	2 063 436		72 006 927
Autres					
▪ Autres	104.1	12 716 776	3 653 773		16 370 549
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	41 479 638	1 775 988		43 255 626
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	8 650 357	1 265 230		9 915 587
Ameublement et équipement de bureau	109	1 152 503			1 152 503
Machinerie, outillage et équipement divers	110	2 265 796	287 399		2 553 195
Terrains	111	7 126 737	590 421		7 717 158
Autres	112	51 248			51 248
	113	167 143 048	10 194 492		177 337 540
Immobilisations en cours	114	12 661 403	(2 373 451)	1 216 498	9 071 454
	115	179 804 451	7 821 041	1 216 498	186 408 994
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	2 220 625	28 646		2 249 271
Eaux usées	117	14 224 062	459 448		14 683 510
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	26 220 207	1 985 802		28 206 009
Autres					
▪ Autres	119.1	6 922 546	616 666		7 539 212
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	19 087 483	1 031 654		20 119 137
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	4 841 660	783 198		5 624 858
Ameublement et équipement de bureau	124	950 732	44 143		994 875
Machinerie, outillage et équipement divers	125	1 458 020	142 926		1 600 946
Autres	126	51 248			51 248
	127	75 976 583	5 092 483		81 069 066
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	103 827 868			105 339 928
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

Au cours de l'exercice, un montant de 1 216 498 \$ a été comptabilisé en réduction des immobilisations en contrepartie des autres passifs. Cette opération est sans incidence sur les liquidités.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132	25 177 895	35 011 075
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134		
	135	25 177 895	35 011 075
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	25 177 895	35 011 075

Note

Au cours de l'exercice, un montant de 9 833 180 \$ a été comptabilisé en réduction des propriétés destinées à la revente en contrepartie des autres passifs. Cette opération est sans incidence sur les liquidités.

17. Actifs incorporels achetés

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Événements à venir, assurance et autres licences	143.1	214 265	101 775
Autres			
▪	144.1		
	145	214 265	101 775

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, d'après divers contrats de gestion d'équipements, de déneigement, d'enlèvement des ordures, d'assurances collectives et autres, échéant à différentes dates au plus tard en 2030. Les engagements totalisent 7 781 871 \$ jusqu'en 2030. Les versements exigibles des prochains exercices s'élèvent à 2 471 102 \$ en 2026, 2 036 716 \$ en 2027, 1 957 224 \$ en 2028, 1 292 379 \$ en 2029 et 24 450 \$ en 2030. Certains engagements se poursuivent jusqu'en 2031, mais ceux-ci ne sont pas significatifs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les projets d'investissement en cours représentent des engagements de l'ordre de 10 088 591 \$, qui devraient être réalisés au cours de l'année 2026.

20. Droits contractuels

La Ville a conclu des contrats de location de locaux échéant à différentes dates jusqu'en 2030 ainsi qu'une entente de location d'espace de terrain, prévoyant la perception de loyers totalisant 820 742 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des prochains exercices s'élèvent à 319 484 \$ en 2026, à 190 568 \$ en 2027, à 113 701 \$ en 2028, à 113 701 \$ en 2029 et à 83 288 \$ en 2030.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

La municipalité assume une responsabilité à l'égard de certains litiges ou dommages. À cette fin, la municipalité a créé une réserve financière qui s'élève à 200 000 \$ au 31 décembre 2025.

C) Poursuites

En janvier 2021, une requête en justice a été déposée par une municipalité à l'encontre de Ville de Montréal concernant la méthode de répartition des quotes-parts de l'agglomération. La requête pourrait avoir une incidence sur la Ville et les autres municipalités de l'agglomération, si une nouvelle répartition devait être effectuée suite à un jugement. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige. Cependant, les montants additionnels que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser seront enregistrés dans les exercices au cours desquels ils se réaliseront.

Au 31 décembre 2025, un recours contre la Ville demeure en cours de processus au Tribunal administratif du travail. Pour faire face à ce recours la Ville a comptabilisé une provision jugée suffisante.

Au 31 décembre 2025, des recours concernant la mise en place d'un avis de réserve ont été intentés contre la Ville. À ce jour, aucune date d'audition n'a été fixée. L'issue de ce litige ainsi que son impact financier éventuel est indéterminable. Aucune provision n'a été comptabilisée à cet égard dans les présents états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel de fonctionnement, la réserve d'auto assurance, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

Dans le cours de ses activités, la Ville peut faire l'objet de griefs par ses employés. Au 31 décembre 2025, une provision de 55 000 \$ a été jugée nécessaire relativement à ces griefs.

D) Autres

Contestations d'évaluation

Des contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour les exercices 2010 à 2025. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 3 042 615 \$ a été inscrite à l'état de la situation financière pour pourvoir aux pertes potentielles.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

Contestation d'une valeur établie par la Ville

La valeur établie par la Ville d'un terrain aux fins de l'établissement de la contribution pour frais de parcs a été contestée. Advenant une révision de la valeur du terrain, la Ville devra procéder au remboursement des sommes trop payées. Or, vu l'absence de rapport d'évaluation déposé avec la demande de contestation, il est difficile d'évaluer la force du dossier.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Le risque de crédit relatif aux taxes municipales à recevoir est réduit du fait que la municipalité a le pouvoir, en vertu des lois municipales, de procéder à la vente des immeubles pour non-paiement de taxes. Les taxes municipales sont évaluées à leur valeur de recouvrement nette, soit à la somme que la Ville s'attend à percevoir. La variation annuelle est imputée aux charges de l'exercice.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Non en souffrance		1 429 713 \$	1 029 719 \$
En souffrance			
	moins de 30 jours	2 288 312 \$	998 533 \$
	de 31 à 60 jours	678 298 \$	-
	de 61 à 90 jours	238 763 \$	124 298 \$
	91 jours et plus	4 741 873 \$	4 162 055 \$
	Sous-total :	9 376 959 \$	6 314 605 \$
	Intérêts au 31 décembre	139 463 \$	127 738 \$
	Pénalités au 31 décembre	92 243 \$	82 542 \$
	Sous-total :	9 608 665 \$	6 524 885 \$
	Moins la provision pour créances douteuses	(51 504) \$	(23 392) \$
	TOTAL :	9 557 161 \$	6 501 493 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	23 392 \$
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	47 024
Radiation de l'exercice	-
Montants recouvrés	(18 912)
Solde à la fin	51 504 \$

La Ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

2025

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	-	-	-	-	-
Créditeurs et charges à payer	8 548 183 \$	6 996 961 \$	-	-	15 545 144 \$
Intérêts courus à payer	224 873 \$	-	-	-	224 873 \$
Dettes	3 514 000 \$	4 370 000 \$	16 556 000 \$	-	24 440 000 \$
Autres passifs	-	354 975 \$	-	13 674 437 \$	14 029 412 \$
	12 287 056 \$	11 721 936 \$	16 556 000 \$	13 674 437 \$	54 239 429 \$

2024

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	–	–	–	–	–
Créditeurs et charges à payer	10 240 369 \$	–	–	–	10 240 369 \$
Intérêts courus à payer	224 303 \$	–	–	–	224 303 \$
Dettes	5 404 000 \$	7 216 000 \$	12 980 000 \$	–	25 600 000 \$
Autres passifs	–	322 803 \$	–	24 693 074 \$	25 015 877 \$
	15 868 672 \$	7 538 803 \$	12 980 000 \$	24 693 074 \$	61 080 549 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est exposé à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville a l'intention de rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

31 décembre 2025			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		32 719 318 \$	32 719 318 \$
Placements de portefeuille	20 271 668 \$		20 271 668 \$
Passifs financiers :			
Dettes	24 440 000 \$	-	24 440 000 \$

31 décembre 2024			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		27 713 367 \$	27 713 367 \$
Placements de portefeuille	15 000 000 \$		15 000 000 \$
Passifs financiers:			
Dettes	25 900 000 \$	-	25 600 000 \$

Autre risque de prix

L'autre risque de prix auquel la Ville est exposé est attribuable aux variations des cours des fonds communs cotés sur un marché actif. Puisque l'exposition de la Ville à ce risque est limitée, aucune mesure de gestion de risque n'est appliquée à cet égard.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	55 120 750	56 856 477		56 856 477	48 117 544
Compensations tenant lieu de taxes	2	81 580	200 123		200 123	114 744
Quotes-parts	3					
Transferts	4	340 000	518 226		518 226	366 661
Services rendus	5	4 100	60 913		60 913	44 299
Imposition de droits	6	1 608 190	3 418 874		3 418 874	2 473 890
Amendes et pénalités	7	315 000	486 556		486 556	377 318
Revenus de placements de portefeuille	8		75 774		75 774	
Autres revenus d'intérêts	9	460 000	1 151 185		1 151 185	1 495 070
Autres revenus						
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10		149 242		149 242	
Autres	11	483 380	673 249		673 249	842 662
Effet net des opérations de restructuration	12					
	13	58 413 000	63 590 619		63 590 619	53 832 188
Investissement						
Taxes	14					
Quotes-parts	15					
Transferts	16		1 446 515		1 446 515	118 050
Imposition de droits	17	2 015 000	1 728 404		1 728 404	4 986 969
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	18					
Autres	19	2 345 000	1 732 080		1 732 080	2 850 979
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20					
Effet net des opérations de restructuration	21					
	22	4 360 000	4 906 999		4 906 999	7 955 998
	23	62 773 000	68 497 618		68 497 618	61 788 186

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget 2025		Réalizations 2025		Total	Réalizations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus	24	62 773 000	68 497 618			68 497 618	61 788 186
Charges							
Administration générale	25	29 012 949	27 735 127	449 682		28 184 809	27 547 459
Sécurité publique	26	363 350	342 551	12 277		354 828	312 199
Transport	27	11 404 876	11 209 673	2 968 373		14 178 046	11 342 614
Hygiène du milieu	28	4 224 838	3 821 250	488 094		4 309 344	4 938 877
Santé et bien-être	29						
Aménagement, urbanisme et développement	30	1 847 017	1 438 285	97 548		1 535 833	1 288 194
Loisirs et culture	31	4 621 393	4 459 121	1 076 509		5 535 630	4 605 493
Réseau d'électricité	32						
Frais de financement	33	1 720 171	1 133 961			1 133 961	1 247 663
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35		5 092 483	(5 092 483)			
	36	53 194 594	55 232 451			55 232 451	51 282 499
Excédent (déficit) lié aux activités	37	9 578 406	13 265 167			13 265 167	10 505 687

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025		2024
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	9 578 406	13 265 167	10 505 687
Moins : revenus d'investissement	2 (	4 360 000)(	4 906 999)(	7 955 998)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	5 218 406	8 358 168	2 549 689
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		5 092 483	4 358 626
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7		1 216 498	
	8		6 308 981	4 358 626
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 188 705)(	1 160 000)(	2 100 000)
	18	(1 188 705)	(1 160 000)	(2 100 000)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	1 511 200)(	(9 496 514))(	21 711 615)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	125 000		
Excédent de fonctionnement affecté	21			148 308
Réserves financières et fonds réservés	22	(2 289 092)	(2 262 094)	(757 763)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(354 409)	(11 366 552)	21 334 131
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(4 029 701)	(4 132 132)	(986 939)
	26	(5 218 406)	1 016 849	1 271 687
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		9 375 017	3 821 376

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	4 906 999	7 955 998
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	257 507)(	1 418 695)
Sécurité publique	3 ())
Transport	4 (	4 133 563)(	13 505 875)
Hygiène du milieu	5 (	332 021)(	437 951)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 ())
Loisirs et culture	8 (	3 097 950)(	2 735 569)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	7 821 041)(	18 098 090)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	(9 833 180))(	20 000 000)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		15 000 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	(9 496 514)	21 711 615
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	441 917	3 808 620
Excédent de fonctionnement affecté	17	1 196 557	(49 976)
Réserves financières et fonds réservés	18	3 186 216	1 666 557
	19	(4 671 824)	27 136 816
	20	(2 659 685)	4 038 726
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	2 247 314	11 994 724

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	11 016 635	10 679 154	9 112 167
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	2 916 923	2 709 234	2 275 888
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	11 346 065	10 028 386	8 868 406
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 455 325	899 703	947 145
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	264 846	234 258	300 518
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	26 134 800	25 572 199	25 413 072
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		5 092 483	4 358 626
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Réclamation en dommages	21.1	60 000	(11 105)	8 734
▪ Créances douteuses (recouvrées)	21.2		28 139	(2 057)
	22	53 194 594	55 232 451	51 282 499

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	19 340 612	11 121 361
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 081 278	5 563 986
Réserves financières et fonds réservés	3	1 944 521	2 868 643
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	12 954 321)(	24 320 873)
Financement des investissements en cours	5	(757 962)	(3 005 276)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	106 077 823	113 238 943
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	118 731 951	105 466 784
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	19 340 612	11 121 361
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	19 340 612	11 121 361
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Auto-assurance des cadres	12.1	200 000	200 000
▪ Neige	12.2	500 000	500 000
▪ Contestation	12.3	2 000 000	2 000 000
▪ Régime de retraite	12.4	360 000	360 000
▪ Bris d'aque./dégeler entrées	12.5	450 000	450 000
▪ Projets Spéciaux	12.6	323 443	1 520 000
▪ Stocks	12.7	325 000	325 000
▪ Autres - Agrile du frêne	12.8	208 986	208 986
▪ Engagements courus	12.9	713 849	
	13	5 081 278	5 563 986
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	5 081 278	5 563 986

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
Service de l'eau	17	
Autres		
▪ Réserve pour le paiement de la dette	18.1	
	19	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
Service de l'eau	20	
Autres		
▪	21.1	
	22	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	23	1 743 271
Organismes contrôlés et partenariats	24	2 618 643
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Montant non réservé		
Administration municipale	27	
Organismes contrôlés et partenariats	28	
Fonds local d'investissement	29	
Fonds local de solidarité	30	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	41 250
Autres		90 000
▪ Fonds de stationnement	32.1	160 000
	33	1 944 521
	34	2 868 643
	34	1 944 521
	34	2 868 643

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 ()(
Autres	39 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 ()(
	41 ()(
Assainissement des sites contaminés	42 (	11 108 788)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 (	1 845 533)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ()(
Autres		
▪	45.1 ()(
	46 (	12 954 321)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	52 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 ()(
Autres		
▪	54.1 ()(
	55 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	56	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59	
Autres		
▪	60.1	
	61	
	62 (	12 954 321)(
		24 320 873)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	63	
Investissements à financer	64 (757 962)(	3 005 276)
	65 (757 962)	(3 005 276)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66 105 339 928	103 827 868
Propriétés destinées à la revente	67 25 177 895	35 011 075
Prêts	68	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70	
	71 130 517 823	138 838 943
Ajustements aux éléments d'actif	72	
	73 130 517 823	138 838 943
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 (24 214 683)(	25 364 317)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (225 317)(	235 683)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78	
	79 (24 440 000)(	25 600 000)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 ())
	81 (24 440 000)(	25 600 000)
	82 106 077 823	113 238 943

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	_____	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville offre à ses employés un régime de retraite contributif à prestation déterminées. Le Régime est enregistré conformément à *Loi sur les régimes en complémentaires de retraite* (L.R.Q. chapitre R-15.1) (La Loi) au numéro 21119.

Les prestations au titre des services sont calculées à partir du nombre d'années de service, multiplié par un pourcentage du traitement. Ces prestations sont majorées par une rente de raccordement payable jusqu'à 65 ans d'âge afin de tenir compte de la rente de retraite provenant du Régime de rentes du Québec. L'âge normal de la retraite est fixé à 65 ans.

En vertu de la Loi, la Ville doit financer le Régime de façon à constituer les prestations déterminées selon les dispositions du règlement du Régime. La valeur de ces prestations doit être établie au moyen d'une évaluation actuarielle triennale. La dernière évaluation actuarielle a été effectuée au 31 décembre 2022 et déposée auprès des autorités compétentes le 31 octobre 2023. La prochaine évaluation actuarielle est prévue pour 2025 et finalisée en 2026.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 246 800	291 900
Charge de l'exercice	4 (936 100)(	786 500)
Cotisations versées par l'employeur	5 870 700	741 400
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 181 400	246 800
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 38 989 200	36 938 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (38 343 700)(	36 938 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 645 500	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (464 100)	246 800
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 181 400	246 800
Provision pour moins-value	12 ())
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 181 400	246 800
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ())
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ())

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 444 500	1 248 600
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 1 444 500	1 248 600
Cotisations salariales des employés	21 (789 100)(	659 700)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()	
	23 655 400	588 900
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 37 600	16 300
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
▪		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 693 000	605 200
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 2 233 900	2 169 700
Rendement espéré des actifs	32 (1 990 800)(	1 988 400)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 243 100	181 300
Charge de l'exercice	34 936 100	786 500
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35 2 480 300	573 900
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (1 990 800)(	1 988 400)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37 489 500	(1 414 500)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38 183 800	1 050 035
Prestations versées au cours de l'exercice	39 2 088 900	2 381 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40 38 911 900	37 617 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44 5 480 200	4 423 900
DMERCA du nouveau volet (en années)	45 13	13
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46 8	8
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47 21	21
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48 6,21 %	5,97 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49 5,97 %	5,85 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques	52.1	
▪		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	1

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Les employés qui ont effectué des services antérieurs, mentionnés ci-dessous, bénéficient des avantages complémentaires suivants :

Régime d'assurance collective

Les retraités avant 1er janvier 2014, bénéficie d'un montant d'assurance-vie d'au moins 50 % de leur salaire annuel, mais ne pouvant pas dépasser un maximum de 10 000 \$.

Allocation de retraite

Les employés qui ont cumulé des années de services avant le 31 décembre 2015 bénéficient d'une prestation forfaitaire à paiement unique au moment de la retraite. La prestation est équivalente au salaire hebdomadaire multiplié par le service reconnu avant le 31 décembre 2015.

Dernière évaluation actuarielle a été faite en date du 31 décembre 2022 et déposée auprès des autorités compétentes le 31 octobre 2023. La prochaine évaluation actuarielle est prévue pour 2025 et finalisée en 2026.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (323 800)	(322 200)
Charge de l'exercice	56 (8 200)(	8 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 6 400	6 400
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (325 600)	(323 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (237 700)(	239 100)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (237 700)	(239 100)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (87 900)	(84 700)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (325 600)	(323 800)
Provision pour moins-value	64 () ()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (325 600)	(323 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (237 700)(	239 100)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (237 700)(	239 100)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()(
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	(2 200) (2 100)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	(2 200) (2 100)
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	10 400 10 100
Rendement espéré des actifs	84 ()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	10 400 10 100
Charge de l'exercice	86	8 200 8 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	5 400 2 500
Prestations versées au cours de l'exercice	91	6 400 6 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	8 8
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	4,70 % 4,40 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	3,00 % 3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	3,50 % 3,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements			
		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distinct, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné correspond aux contributions devant être versées par la Ville pour cet exercice, telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2025</u>	<u>2024</u>
Cotisations des élus au RREM	118	11 834	11 697
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	64 856	63 963
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	12 358	13 456
	121	77 214	77 419

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TAXES		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	54 300 750	55 773 806	47 002 715
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10		10 910	10 910
	11	54 300 750	55 784 716	47 013 625
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	820 000	1 071 761	1 103 919
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres	17.1			
Centres d'urgence 9-1-1	18			
Service de la dette	19			
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	820 000	1 071 761	1 103 919
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	820 000	1 071 761	1 103 919
	28	55 120 750	56 856 477	48 117 544

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	38 943	31 327	30 344
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	38 943	31 327	30 344
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37	42 637	168 796	84 400
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40	42 637	168 796	84 400
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45			
	46			
	47	81 580	200 123	114 744

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	48		
Sécurité publique			
Police	49		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	50		
Autres	51		
Sécurité civile	52		
Autres	53		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	54		
Enlèvement de la neige	55		
Autres	56	22 782	
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	57		
Transport adapté	58		
Transport scolaire	59		
Autres	60		
Transport aérien	61		
Transport par eau	62		
Autres	63		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64		
Réseau de distribution de l'eau potable	65		
Traitement des eaux usées	66		
Réseaux d'égout	67		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	68		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	69	53 156	49 046
Tri et conditionnement	70		
Autres	71	9 005	8 593
Autres	72		
Cours d'eau	73		
Protection de l'environnement	74		
Autres	75		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	76		
Autres	77		
Sécurité du revenu			
Autres	79	26 387	
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
	80		
Rénovation urbaine			
	81		
Promotion et développement économique			
	82		
Autres			
	83		
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
	84		
Activités culturelles			
Bibliothèques	85	59 300	56 800
Autres	86	6 301	5 560
Réseau d'électricité			
	87		
	88	176 931	119 999

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	89		
Sécurité publique			
Police	90		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	91		
Autres	92		
Sécurité civile	93		
Autres	94		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	95		
Enlèvement de la neige	96		
Autres	97	223 832	118 050
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	98		
Transport adapté	99		
Transport scolaire	100		
Autres	101		
Transport aérien	102		
Transport par eau	103		
Autres	104		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105		
Réseau de distribution de l'eau potable	106	1 179 195	
Traitement des eaux usées	107		
Réseaux d'égout	108		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	109		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	110		
Tri et conditionnement	111		
Autres	112		
Autres	113		
Cours d'eau	114		
Protection de l'environnement	115		
Autres	116		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	117		
Autres	118		
Sécurité du revenu			
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122	43 488	
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	1 446 515	118 050

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	340 000	341 295	227 733
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139			18 929
	140	340 000	341 295	246 662
TOTAL DES TRANSFERTS	141	340 000	1 964 741	484 711

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	142		
Évaluation	143		
Autres	144		
	145		
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	147		
Autres	148		
Sécurité civile	149		
Autres	150		
	151		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	152		
Enlèvement de la neige	153		
Autres	154		
Transport collectif	155		
Autres	156		
	157		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158		
Réseau de distribution de l'eau potable	159		
Traitement des eaux usées	160		
Réseaux d'égout	161		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	162		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	163		
Tri et conditionnement	164		
Autres	165		
Autres	166		
Cours d'eau	167		
Protection de l'environnement	168		
Autres	169		
	170		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	171		
Autres	172		
Autres	173		
	174		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	175		
Rénovation urbaine	176		
Promotion et développement économique	177		
Autres	178		
	179		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	180		
Activités culturelles			
Bibliothèques	181		
Autres	182		
	183		
Réseau d'électricité	184		
	185		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	186		
Évaluation	187		
Autres	188		
	189		
Sécurité publique			
Police	190		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	191		
Autres	192		
Sécurité civile			
Autres	193		
Autres	194		
	195		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	196	37 615	31 616
Enlèvement de la neige	197		
Autres	198	3 500	8 413
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	199		
Transport adapté	200		
Transport scolaire	201		
Autres	202		
Autres	203		
	204	3 500	56 251
			40 029
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	205		
Traitement des eaux usées	206		
Réseaux d'égout	207		
Réseaux d'égout	208		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	209		
Matières recyclables	210		
Autres	211		
Cours d'eau	212		
Protection de l'environnement	213		
Autres	214		
	215		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226			
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	600	4 662	4 270
Autres	228			
	229	600	4 662	4 270
Réseau d'électricité	230			
	231	4 100	60 913	44 299
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	4 100	60 913	44 299

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	292 620	1 104 139	1 369 331
Droits de mutation immobilière	234	950 000	1 889 272	782 480
Droits sur les carrières et sablières	235	2 155 000	1 868 654	5 021 725
Autres	236	225 570	285 213	287 323
	237	3 623 190	5 147 278	7 460 859
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	315 000	486 556	377 318
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239		75 774	
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	460 000	1 151 185	1 495 070
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248		149 242	
Autres	249			
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	2 828 380	2 405 329	3 693 641
	252	2 828 380	2 554 571	3 693 641
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Budget 2025		Réalizations 2025		Total	Réalizations 2024
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	499 811	479 191		479 191	469 504
Greffe et application de la loi	2	1 642 209	1 287 421		1 287 421	1 300 318
Gestion financière et administrative	3	3 631 237	3 323 808	449 682	3 773 490	3 520 076
Évaluation	4					
Gestion du personnel	5	741 992	619 106		619 106	760 940
Autres						
▪ Quote-part	6.1	22 497 700	22 025 601		22 025 601	21 496 621
	7	29 012 949	27 735 127	449 682	28 184 809	27 547 459
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8					
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10					
Sécurité civile	11					
Autres	12	363 350	342 551	12 277	354 828	312 199
	13	363 350	342 551	12 277	354 828	312 199
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	8 500 641	7 934 054	2 968 373	10 902 427	9 417 439
Enlèvement de la neige	15	1 873 607	2 260 893		2 260 893	974 180
Éclairage des rues	16	259 026	223 174		223 174	246 758
Circulation et stationnement	17	322 602	258 194		258 194	274 681
Transport collectif						
Transport en commun	18					
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	449 000	533 358		533 358	429 556
	22	11 404 876	11 209 673	2 968 373	14 178 046	11 342 614

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Budget 2025		Réalizations 2025		Total	Réalizations 2024
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24	439 737	278 912	28 646	307 558	541 683
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	229 356	203 052	459 448	662 500	654 544
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	193 144	159 568		159 568	156 626
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	154 220	206 987		206 987	141 906
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	203 881	174 977		174 977	174 320
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	135 500	63 212		63 212	84 718
Autres	39	2 869 000	2 734 542		2 734 542	3 185 080
	40	4 224 838	3 821 250	488 094	4 309 344	4 938 877
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41					
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					
	45					

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Budget 2025		Réalizations 2025		Total	Réalizations 2024
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	1 634 917	1 235 957	97 548	1 333 505	1 088 831
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49					
Tourisme	50					
Autres	51					
Autres	52	212 100	202 328		202 328	199 363
	53	1 847 017	1 438 285	97 548	1 535 833	1 288 194
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	3 743 037	3 476 198	623 830	4 100 028	3 135 610
Patinoires intérieures et extérieures	55	69 650	80 036		80 036	222 077
Piscines, plages et ports de plaisance	56	2 600	5 418		5 418	75 666
Parcs et terrains de jeux	57	253 170	255 390	452 679	708 069	557 101
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59					
Autres	60					
	61	4 068 457	3 817 042	1 076 509	4 893 551	3 990 454
Activités culturelles						
Centres communautaires	62					
Bibliothèques	63	552 936	642 079		642 079	615 039
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66					
	67	552 936	642 079		642 079	615 039
	68	4 621 393	4 459 121	1 076 509	5 535 630	4 605 493

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Budget 2025		Réalizations 2025		Total	Réalizations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	1 344 173	815 917		815 917	872 912	
Autres frais	71	111 152	83 786		83 786	74 233	
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72	104 606	148 800		148 800	128 300	
Autres	73	160 240	85 458		85 458	172 218	
	74	1 720 171	1 133 961		1 133 961	1 247 663	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		5 092 483 (	5 092 483)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus ¹	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	868 721	
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	310 475	211 727
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 775 861	7 530 342
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	117 764	199 191
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	2 707 906	2 646 298
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	168 686	1 410 722
Édifices communautaires et récréatifs	14	210 218	1 883 111
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	1 327 417	1 642 406
Ameublement et équipement de bureau	18	51 665	80 844
Machinerie, outillage et équipement divers	19	282 328	
Terrains	20		2 493 449
Autres	21		
	22	7 821 041	18 098 090

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)**

Non audité

		Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	868 721	
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	310 475	211 727
Autres infrastructures	5	4 601 531	10 375 831
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	2 040 314	7 510 532
	12	7 821 041	18 098 090

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	25 600 000		1 160 000	24 440 000
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	25 600 000		1 160 000	24 440 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	25 600 000		1 160 000	24 440 000
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	25 600 000		1 160 000	24 440 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	24 440 000	25 600 000
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	757 962	3 005 276
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7		
Débiteurs	8		
Autres montants	9		
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10		
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	25 197 962	28 605 276
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
Endettement net à long terme	13		
Endettement net à long terme	14	25 197 962	28 605 276
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15		
Communauté métropolitaine	16	309 132	222 950
Autres organismes	17	2 368 000	1 913 000
Endettement total net à long terme	18	27 875 094	30 741 226
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	40 522 000	40 531 000
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21	40 522 000	40 531 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	68 397 094	71 272 226
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme <i>ÉcoÉnergie 360</i> (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Administration générale				
Grefe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	22 497 700	22 025 602	21 496 621
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7	107 000	76 369	102 452
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10	449 000	533 358	429 556
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	2 869 000	2 734 542	3 185 080
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	212 100	202 328	199 363
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	26 134 800	25 572 199	25 413 072

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	7 821 041	18 098 090
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	7 821 041	18 098 090

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	21,00	35,00	41 890,00	3 167 388	773 697	3 941 085
Professionnels	2						
Cols blancs	3	40,00	35,00	69 577,00	2 826 335	690 388	3 516 723
Cols bleus	4	56,00	36,00	120 886,00	4 327 130	1 144 510	5 471 640
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	117,00		232 353,00	10 320 853	2 608 595	12 929 448
Élus	9	7,00			358 301	100 639	458 940
	10	124,00			10 679 154	2 709 234	13 388 388

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3		589 598	589 597		1 179 195
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	469 057			316 489	785 546
	7	469 057	589 598	589 597	316 489	1 964 741

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	885 953	975 747
	4	885 953	975 747
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	74 317	71 917
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	74 317	71 917
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	17 794	31 179
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	12 560	17 926
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	30 354	49 105
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	143 337	150 894
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	143 337	150 894
Réseau d'électricité			
	42		
	43	1 133 961	1 247 663

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Mairesse	1.1 Maire	97 992	20 294	18 451	
District 1	1.2 Conseiller	26 894	12 985		
District 2	1.3 Conseiller	27 136	12 986		
District 3	1.4 Conseiller	27 259	12 986		
District 4	1.5 Conseiller	27 025	12 986		
District 5	1.6 Conseiller	26 894	12 985		
District 6	1.7 Conseiller	26 894	12 985		
	2	260 094	98 207	18 451	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	7 000 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	3	949 162 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____ \$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	17	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____ \$
Ligne 24 : Libres	20	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44	_____	\$
Constatés au cours de l'exercice	45	_____	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 47
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025
- 48 _____ 2 888 517 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 49
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025
- 50 _____ 678 480 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 51
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025
- 52 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?
- 67
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 68 _____ \$
- b) autres formes d'aide 69 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?
- 70
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 71 _____ \$
11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
- 72
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
- 73
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025 74 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025 75 _____ \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 76 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 77 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 78 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 79 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 80 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 81 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 82 _____ \$
 - Systèmes de drainage 83 _____ \$
 - Abords de routes 84 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 85 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 86 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 87 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 88 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

89 _____

b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

92 _____

b) Date d'adoption de la résolution

93 _____

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|--|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|----|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | 93 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | 42 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 Kaouther Saadi

Adresse courriel du directeur général

10 Kaouther.saadi@montreal-est.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2026-04-21

Nom du signataire : Colleen McCullough, CPA, OMA

Fonction du signataire : Trésorière et directrice générale adj.

Date de transmission au Ministère : 2026-04-27

Date et heure de la dernière modification : 2026-04-23 21:24